Les migrations sont une question brûlante dans les politiques et les sociétés européennes.

C'est une source de comparaison dure et de tension sociale.
Alors que l'immense travail de centaines de milliers de volontaires et de bénévoles, qui offrent hospitalité et soutien pour l'intégration sociale, pour la défense des droits humains et des possibilités d'émancipation pour tous est passé sous silence.

Le MASCI et FOCSIV sont depuis longtemps engagés sur un regard positif sur les migrations sans se cacher les difficultés existantes.

Dans une Europe de plus en plus âgée et fermée, les migrations peuvent représenter une contribution humaine significative pour le développement du continent ainsi que pour les pays de transit et d'origine, si la question est bien traitée et évaluée.

Pour surpasser les divisions sociales et entre les pays membres, il est nécessaire de promouvoir une nouvelle culture et une nouvelle politique européenne fondée sur le renforcement de l'accueil et de la protection humanitaire, sur la protection des droits humains des migrants, en se préoccupant du grand problème des mineurs non-accompagnés, avec des mesures conduisant à une intégration large et à un partenariat étendu entre institutions et bénévoles, dans une vision commune de développement durable.

Telle est la vision du pacte mondial sur les migrations en discussion aux Nations Unies auquel l'Union européenne participe, pour une migration régulée et sûre pour le bien commun. Toutefois, cette vision pour être concrète a besoin des certains choix politiques que nous appelons :

- aboutir dès que possible à une réforme du règlement de Dublin et la création d'un système d'asile européen original partagé entre les pays membres.

- Reconsidérer ce qui est appelé « Pacte mondial » ou « pacte sur les migrations » pour partager plus de solidarité avec les réfugiés et avec ceux qui souffrent d'insécurité humaine en évitant de créer des camps « tampons » pour retenir les migrants, formes réelles d'un nouvel apartheid.

- soutenir plus de sauvetages, de corridors humanitaires, sponsoriser des programmes de la société civile et opérations de reclassement en Europe.

- éviter la militarisation des frontières et au contraire avoir des opérations transnationales plus efficaces contre les trafiquants d'êtres humains.

- assurer de donner de meilleures voies régulières pour les différentes formes de migration, de celles liées à l'emploi à celles du regroupement familial.

- multiplier l'attention et les ressources pour les droits des mineurs non-accompagnés, en augmentant le rôle de la famille, pas seulement en Europe, mais aussi dans les pays de transit : la coopération joue un rôle essentiel pour la protection des mineurs sur les itinéraires de voyage, pour assurer leur accueil en évitant absolument les centres de détention.

- faciliter et soutenir ceux qui donnent accueil en collaboration étroite entre les pays et les associations de la société civile.

- investir sur les jeunes, européens et migrants, pour favoriser l'inclusion interculturelle, sociale et économique et l'émancipation pour un développement durable.

- protéger les droits des minorités migrantes contre la xénophobie et le racisme.

Traduction de la version anglaise (officielle)